le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 21 février 2021 N° 472 PRIX : 0,60 Euro

L'humanité a les moyens de combattre bien de fléaux mais c'est le capitalisme qui fait obstacle

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial
- L'humanité a les moyens de combattre bien des fléaux mais c'est le capitalisme qui fait obstacle

Pages 3 à 6 : **Sénégal**
- Nouvelle offensive du pouvoir contre le mouvement indépendantiste en Casamance

Pages 6 à 7 : **Mali**
- Reprise des négociations avec la rébellion touarègue

Pages 8 à 11: **Côte d'Ivoire**
- Une dégradation continue de la situation des travailleurs
- Les profits coulent à flots pour les capitalistes
- Des travailleurs en lutte pour l'embauche
- La barbarie de l'excision a encore de beaux jours !
- Les petits planteurs de cacao et les ouvriers sont laissés-pour-compte

Pages 11 : **Madagascar**
- Le personnel de santé confronté à l'intransigeance des dirigeants

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter.

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial

L'HUMANITÉ A LES MOYENS DE COMBATTRE BIEN DES FLÉAUX MAIS C'EST LE CAPITALISME QUI FAIT OBSTACLE

Une fois de plus, la lutte contre l'actuelle pandémie de Covid montre que le danger ne provient pas seulement du virus lui-même mais surtout de l'organisation capitaliste de la société. Alors même que la recherche scientifique a permis de découvrir assez rapidement des vaccins permettant de combattre le virus et que l'on peut produire des vaccins en grande quantité pour protéger l'ensemble des habitants de cette planète, on constate que seuls quelques pays riches peuvent se les procurer en quantité importante alors que les pays pauvres n'en reçoivent qu'au compte goutte.

Même dans un pays riche comme la France, seuls quelques pourcents ont reçu la première dose de vaccin. À ce rythme, il faudrait deux ans pour vacciner la moitié de la population de ce pays ! Que dire alors da la situation des pays pauvres ? Ceux qui ont de l'argent pourront toujours se faire vacciner là où ils peuvent, mais qu'en sera-t-il de l'écrasante majorité qui n'en a pas les moyens ?

Tous les dirigeants des pays riches s'accordent à dire que le combat contre ce virus doit être au niveau mondial, sinon le virus continuera de se propager et de tuer, y compris dans les pays riches qui disposent de vaccins. Mais entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font il y a un gouffre qu'ils ne peuvent pas et surtout qu'ils ne veulent pas franchir car ils sont pieds et poings liés aux intérêts du grand capital.

Pour combattre efficacement le virus, il faudrait mettre en commun les connaissances, y compris celles des scientifiques chinois, russes ou cubains. Il faudrait supprimer le secret commercial et la sacro-sainte propriété intellectuelle des laboratoires. Il faudrait les forcer à partager leurs découvertes, pour que les vaccins soient fabriqués dans toutes les entreprises qui en sont capables. Il faudrait que la production des vaccins soit collective et ne serve pas à faire du profit mais à sauver des vies. En un mot, il faudrait rejeter la concurrence et la propriété privée.

Les dirigeants de la planète ne parviennent même pas à obtenir des trusts pharmaceutiques qu'ils renoncent à une partie de leurs profits, pour rendre les vaccins accessibles aux pays pauvres. Ils se refusent à tout bras de fer contre ces firmes multinationales, quand bien même cela serait salutaire pour toute la société, et pour les capitalistes eux-mêmes. Cette crise montre la nature réelle des dirigeants politiques qui prétendent gouverner : des pail-

lassons de la grande bourgeoisie!

Ce qui est vrai pour la lutte contre le Covid l'est aussi pour d'autres maladies telles que le paludisme, le choléra et bien d'autres dont on connait les remèdes et qui continuent pourtant de faire des millions de victimes chaque année dans les pays pauvres.

L'humanité possède les connaissances et les moyens d'éradiquer bien des fléaux, de permettre à chacun de vivre et de se loger décemment. Elle a les moyens de construire des hôpitaux et des écoles, des routes, des barrages, des ponts et bien d'autres choses utiles aux habitants de cette terre. Mais pour cela, il faudra enlever des mains de la bourgeoisie les moyens de production et les mettre au service de la grande majorité de la population qui ne profite ni des richesses ni des connaissances accumulées depuis des siècles. Cette œuvre ne pourra être réalisée que par la classe des prolétaires car c'est la seule classe qui n'a aucun intérêt à ce que le système capitaliste continue à exister.

Sénégal

NOUVELLE OFFENSIVE DU POUVOIR CONTRE LE MOUVEMENT INDÉPENDANTISTE EN CASAMANCE

Depuis le 26 janvier 2021, l'armée sénégalaise a lancé une offensive de grande ampleur dans la région sud de la Casamance pour reprendre le contrôle de cette zone considérée comme base historique du mouvement indépendantiste MFDC (Mouvement des Forces Démocratique de Casamance). Le gouvernement sénégalais, tout en prétendant vouloir la paix avec ce mouvement, a bombardé des villages soupçonnés d'abriter des caches d'armes.

Le bilan humain de cette intervention militaire qui est toujours en cours est impossible à évaluer car le gouvernement sénégalais ne communique au public que ce qui l'arrange. Les quelques témoignages qui ont filtré ont pourtant montré que l'armée sénégalaise a incendié des villages et des champs sous prétexte que c'était des champs de cannabis dont le trafic est sous le contrôle de la rébellion armée, alors qu'il s'agissait parfois de plantations d'anacardiers ou de champs vivriers. Les villages montrés à la presse sont déserts. Que sont devenus les habitants ? La presse n'a eu droit qu'à quelques clichés des armes et munitions de la rébellion saisies par l'armée sénégalaise.

Un haut gradé qui dirige cette opération militaire affirme que son objectif est «*de créer les conditions sécuritaires pour favoriser le retour de la population*». Mais, loin de favoriser la sécurité des populations de cette région agricole, ce genre d'opération ne fait que les terroriser, les forcer à quitter leurs terres et à augmenter le

nombre de réfugiés errant d'un endroit à un autre, dépourvus de leurs seuls moyens de subsistance. Même ceux qui veulent revenir ne le peuvent pas car ils sont pris comme cibles, d'une part par l'armée sénégalaise qui les traite comme des complices de la rébellion et d'autre part par les branches armées du MFDC qui les obligent à s'allier à elles. De plus, les paysans ne peuvent plus cultiver leurs terres à cause des mines anti-personnel qui ont été enfouies un peu partout par la rébellion et par l'armée sénégalaise.

Panneau indiquant la présence de mines explosives près de Zinguinchor

Cette guerre qui a commencé en 1982 a déjà fait officiellement plus de 5 000 morts dont 800 causés par les mines anti-personnel. Ces chiffres sont probablement bien en dessous de la réalité. À ces morts, il faut ajouter les dizaines de milliers de familles qui ont été obligées de quitter leurs villages et qui ont tout perdu. La Casamance qui était jadis considérée comme le «grenier» du Sénégal est devenue au fil des années une région sinistrée et dévastée, particulièrement sa partie sud la plus fertile.

Aux origines du mouvement indépendantiste

À sa création en 1947, le MFDC était un parti politique comme bien d'autres nés au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Ses fondateurs tels qu'Émile Badiane, Victor Diatta, Ibou Diallo et Édouard Diallo, faisaient partie de l'élite sénégalaise au même titre que Senghor, Mamadou Dia et bien d'autres qui ont fait carrière dans la politique sous l'administration coloniale puis après l'indépendance.

Le MFDC ne se distinguait des autres partis politiques ni par son caractère ethnique ni par l'appartenance religieuse. Parmi ses dirigeants il y avait des Diolas comme Émile Badiane mais aussi des Peuls comme Ibou et Édouard Diallo. Certains étaient de religion chrétienne, d'autres étaient musulmans ou animistes. Leur parti ne réclamait pas l'indépendance de la Casamance mais plus de place dans l'administration, notamment dans la gestion de leur région et un peu plus d'infrastructures pour la sortir de son isolement et de son retard par rapport à d'autres régions.

En 1952, alors que le Sénégal était encore une colonie française, le MFDC s'allia avec le parti de Senghor lors des élections de conseillers locaux. Cette alliance se manifestera aussi en 1958 lors du référendum organisé par de Gaulle sur la «Communauté française» et au cours duquel ils ont, d'un accord commun, appelé à voter pour le «Oui».

Il y aura aussi d'autres alliances au moment de l'indépendance du Sénégal et même au-delà, jusqu'en 1970. Emile Badiane, un des fondateurs historique du MFDC deviendra même, de 1963 à 1972, responsable régional de l'UPS de Casamance (le parti de Senghor qui prendra par la suite le nom de Parti Socialiste). Senghor le nomma ministre de l'Enseignement technique et de la formation des cadres, puis ministre de la Coopération jusqu'à sa mort en décembre 1972. Ibou Diallo, un autre fondateur du MFDC, fut nommé en 1961 «ministre délégué» auprès du Président de la République et ensuite ministre de la Santé et des Affaires sociales jusqu'en 1962, date de l'arrestation de son compagnon politique Mamadou Dia accusé par Senghor de tentative de coup d'État.

Au moment de l'indépendance du Sénégal, Senghor avait vaguement promis aux dirigeants du MFDC d'accorder une certaine autonomie à la Casamance afin de permettre

à ses cadres de participer plus largement à la gestion de leur région. Mais ce fut la déception et cela favorisa l'émergence d'une nouvelle génération de militants un peu plus revendicatifs, d'autant plus que l'appareil d'État sénégalais leur offrait de moins en moins de débouchés pour satisfaire leurs ambitions de carrière. C'est ainsi que va naître l'aspiration à l'indépendance au sein de l'élite casamançaise.

La répression de décembre 1982 et la naissance du bras armée du MFDC

Le 26 décembre 1982, le MFDC organise une marche pacifique à Ziguinchor, principale ville de la Casamance. Plusieurs centaines (ou plusieurs milliers selon les sources) de personnes, dont des femmes et des enfants, marchent pacifiquement vers la Gouvernance, siège de l'administration régionale. Certains portent des pancartes sur lesquelles est inscrit «Casamance libre». Arrivés à la Gouvernance, les manifestants descendent le drapeau national pour le remplacer par un drapeau blanc. La police charge violemment et fait plusieurs blessés. Il y a aussi de nombreuses arrestations, dont celle de l'abbé Augustin Diamacoune Senghor qui venait de prendre la direction politique du MFDC.

Un an plus tard, le 4 décembre 1983, s'ouvre le procès des manifestants. Le MFDC appelle ses partisans à manifester pour les soutenir et en même temps pour commémorer l'anniversaire de la répression de 1982. Avant que le procès ait lieu, le gouvernement procède à de nombreuses arrestations pour tenter de démobiliser la foule, mais c'est l'inverse qui se produit. Le 6 décembre, alors qu'une réunion clandestine se tient à Diabir, trois gendarmes qui tentent d'y pénétrer sont tués et plusieurs autres blessés. Quelques jours plus tard, le 17 décembre, des manifestants se dirigent de nouveau vers la Gouvernance. Ils sont sauvagement réprimés, plusieurs dizaines de corps sans vie jonchent le sol devant le bâtiment administratif mais aussi dans les rues de Ziguinchor. Les autorités sénégalaises ont chiffré le nombre de morts à 24 mais selon certaines sources, il y en a eu plusieurs centaines auxquelles il faut ajouter de nombreux blessés et une centaine d'arrestations.

La nouvelle du drame se répand de village en village à travers toute la région. De nombreuses familles sont endeuillées et en colère contre les autorités. C'est ainsi que la « rébellion casamançaise » est née. Le MFDC se radicalise et crée en 1985 sa branche armée Atika (le combattant, en langue diola) à l'initiative de Sidy Badji, un ancien combattant de l'armée française. C'est le début de la guerre entre l'État sénégalais et le MFDC. Ce dernier a trouvé des appuis auprès des autorités Gambiennes et Bissau-guinéennes qui n'avaient pas d'atomes crochus avec les dirigeants sénégalais.

L'affaiblissement du MFDC et la nouvelle donne géopolitique

Au fil des ans et surtout depuis le décès de l'abbé Diamakoune Senghor en janvier 2007, le MFDC s'est affaibli et s'est divisé en plusieurs branches, chacune menant sa politique. Les chefs de guerre se sont transformés en chefs de bandes s'adonnant à toutes sortes de trafics le long de la frontière avec les pays voisins. Loin de chercher le soutien et la sympathie de la petite paysannerie qui souffre de la misère, du déracinement et du mépris du pouvoir central, ils se comportent comme des gangsters qui rackettent et terrorisent les petites gens. Ils ont fini par perdre le peu de crédit politique qu'ils avaient au début de la rébellion.

Des paysans quittant leurs terres pour aller se réfugier ailleurs

Le renversement du dictateur gambien Yahya Jammeh en janvier 2017 grâce à un coup de main de l'armée sénégalaise, ne permet plus aux branches armées du MFDC de se replier en Gambie. À cela va s'ajouter un deuxième coup, celui de l'arrivée au pouvoir en Guinée-Bissau d'Umaro Sissoco Embaló en février 2020. Celui-ci est plus favorable au rapprochement avec le Sénégal que son prédécesseur.

Le MFDC perd ainsi ses deux principaux soutiens frontaliers et se retrouve affaibli financièrement et stratégiquement tandis que le gouvernement sénégalais saisit l'occasion pour renforcer sa présence militaire et démanteler les branches armées de ce mouvement. La dernière offensive a commencé le 26 janvier 2021 et est en cours.

L'impasse du nationalisme

Tous les présidents qui ont succédé à Senghor ont déclaré vouloir la paix avec le MFDC tout en renforçant la présence militaire et la répression en Casamance. De nombreux accords de paix ont été signés mais mort-nés. L'actuel président Macky Sall y est allé aussi de son couplet sur sa prétendue volonté de parvenir à une «une paix définitive». Mais depuis près de 40 ans, il n'y a pas eu de véritable paix.

Le pouvoir comme les partis d'opposition partagent l'idée que «la souveraineté n'est pas négociable». Le «grand » nationalisme sénégalais est opposé au «petit» nationalisme casamançais. Les divergences de points de vue entre le pouvoir et son opposition, quand divergences il y a, sont purement politiciennes. Les intérêts de la grande majorité de la population qui, en Casamance comme dans le reste du pays, souffre du chômage, de la misère et de la vie chère, sont le dernier de leurs soucis. Ils ne cherchent qu'à conserver le pouvoir ou à y parvenir pour s'enrichir tout en servant les intérêts des capitalistes qui exploitent les travailleurs et les petits paysans et qui pillent les richesses naturelles du pays.

L'avenir pour les exploités, au Sénégal comme ailleurs, n'est pas dans le repli identitaire qu'il soit ethnique, national, religieux ou autres, mais dans l'unité et dans la lutte contre l'exploitation capitaliste et contre toutes formes d'oppression. Le colonialisme a tracé des frontières artificielles entre les peuples pour les diviser. La création de nouveaux États-croupions à l'intérieur de nouvelles frontières encore plus étriquées que celles laissées par la colonisation ne permettra tout au plus qu'à une minorité de nouveaux parvenus de racketter l'écrasante majorité de la population.

En prenant le pouvoir des mains de la bourgeoisie, le prolétariat révolutionnaire africain abolira aussi les frontières que l'impérialisme a créées de toute pièce pour asseoir sa domination.

Mali

REPRISE DES NÉGOCIATIONS AVEC LA RÉBELLION TOUARÈGUE

Grâce à la médiation de la Minusma (Mission des Nations Unies au Mali), des dirigeants de pays voisins et du G5 Sahel, les négociations ont repris entre le gouvernement malien et la rébellion touarègue regroupée au sein de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA).

La rencontre a eu lieu à Kidal le 11 février dernier. Cette ville située au nord du Mali est depuis de nombreuses années sous le contrôle de la rébellion touarègue, l'État malien y est complètement absent. Le siège du gouverneur basé à Kidal est quasiment vide, mais à l'occasion de cette rencontre, les autorités maliennes ont obtenu le droit

d'y faire hisser leur drapeau national. Cela a suffi aux dirigeants maliens de faire tout un battage médiatique triomphaliste. Le colonel Fodé Malick Sissoko récemment propulsé au poste de gouverneur de Kidal y est allé de son couplet : «*C'est un sentiment de fierté, d'humilité, de patriotisme que de voir les couleurs nationales hissées et flotter à Kidal*».

Cela a fait sourire dans le camp des partisans de l'Azawad qui savent bien que le drapeau malien ne flottera à cet endroit que durant la tenue de la rencontre, le temps de «faire des photos» pour la presse. Une des membres du Comité de suivi s'est exprimée en ces termes : «*Les gens sont venus pour prendre des selfies et repartir […] Le fanion (malien) est ici depuis hier soir, mais nous allons vite le faire descendre*». C'est dire à quel point le gouverneur malien est juste toléré à Kidal pour faire de la figuration.

L'armée malienne a été chassée de cette ville et de ses environs en 2012 par l'offensive du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA).

En 2013, un accord de paix est signé à Ouagadougou entre le pouvoir de Bamako et les divers représentants de la rébellion, mais cela n'a pas mis fin au conflit. En 2015, un nouvel accord est signé à Alger mais Kidal est toujours restée entre les mains du mouvement indépendantiste. Aujourd'hui, les autorités maliennes, incapables de s'imposer militairement, reviennent autour de la table de négociations tout en espérant que les troupes françaises de l'opération Barkhane viendront à leur secours.

On se rappelle qu'au tout début de la guerre, les dirigeants de l'État malien et ceux de l'opposition étaient tout feu tout flamme pour «écraser» la rébellion. «*Le Mali doit rester un et indivisible* » disait l'ancien président Ibrahime Boubakar Keïta. «*Pas un seul centimètre du territoire national ne doit être cédé*» disaient d'autres, mais ils n'étaient pas prêts à y aller eux-mêmes pour mettre en pratique leurs propres paroles. Ils ont tenté d'encourager l'armée malienne pour reconquérir le Nord mais les contingents envoyés sur place ont abandonné armes et bagages dès les premières attaques de la rébellion armée.

Les autorités maliennes pensaient peut-être que leur armée allait être soutenue par les populations locales du Nord mais cela ne fut pas le cas. La majorité des habitants de cette région, tout comme ceux des régions du Centre et de l'Est n'ont aucune sympathie envers le pouvoir malien, ses représentants locaux et ses forces de l'ordre qui sont plus enclins à racketter et à maltraiter les petites gens qu'à les protéger.

Les habitants de Kidal demandent depuis des années à l'État malien de faire le nécessaire pour qu'ils aient accès à l'eau potable mais ils ne l'ont pas obtenu. Ils demandent aussi l'accès aux soins, à l'éducation scolaire pour leurs enfants, en vain. Alors il ne faut pas s'étonner qu'ils n'aient pas de sympathie pour un État et une administration qui ne font que collecter des impôts et opprimer la population.

UNE DÉGRADATION CONTINUE DE LA SITUATION DES TRAVAILLEURS

Préparation des poissons avant le fumage dans un quartier de Vridy

La récente augmentation du prix de l'huile a suscité beaucoup de grogne au sein des populations pauvres. Malgré les fanfaronnades du gouvernement sur la prétendue suspension de la mesure, la hausse a été maintenue sur le terrain.

Bien d'autres produits de première nécessité ont suivi la hausse. Par exemple le sac de riz de 25 kg de marque Maman coûtait 25 000 F, mais aujourd'hui c'est un sac de 22,5 kg qui est vendu pour prix-là. Le savon Belle ivoire coutait 400 F pour 250 grammes ; aujourd'hui, le prix est le même sauf que le poids est passé à 200 g. Le prix du kg de viande sans os est passé de 2 500 F à 3 000 F, mais la viande a disparu depuis bien longtemps des menus des familles ouvrières.

Depuis la fin de l'année dernière, même le prix du poisson a connu une forte hausse. Par le passé, les familles pauvres se rabattaient sur le poisson puisque la viande était hors de prix. Aujourd'hui, il ne reste plus que les côtes de porcs fumées, pour ne pas dire les carcasses.

Tout augmente dans les quartiers pauvres, y compris les loyers. La seule chose qui n'augmente pas, c'est le salaire des travailleurs.

Résultat, les travailleurs s'enfoncent inexorablement dans la misère. Nourrir sa famille relève aujourd'hui d'un casse-tête. Nombreux sont les travailleurs qui pour terminer un mois doivent attendre des acomptes sur salaire, sans lesquels la situation devient intenable.

Une augmentation conséquente des salaires, ne serait-ce que pour compenser la perte du pouvoir d'achat des travailleurs, est une nécessité aujourd'hui. Mais patronat et gouvernement ne la concèderont que s'ils sont contraints et forcés par la mobilisation de la classe ouvrière.

LES PROFITS COULENT À FLOTS POUR LES CAPITALISTES

Le PDG de l'entreprise Barrick Gold Corporation qui s'occupe de l'extraction de l'or à Tongon au nord de Korhogo, a déclaré que malgré le Covid son entreprise a distribué plus de 81 milliards de dividendes à ses actionnaires, rien que pour l'année 2020.

Cette entreprise empoisonne impunément les populations riveraines qui ont déjà constaté les années passées des quantités importantes de poissons morts dans la rivière, sur plusieurs kilomètres, probablement à cause des produits toxiques utilisés par cet exploitant minier.

Quelques notables et autres chefs de villages ont bénéficié d'une villa gracieusement offerte par ce généreux capitaliste. On peut aussi imaginer que les dirigeants politiques de tout bord ont touché des pots-de-vin pour leurs complicités sinon pour services rendus !

Et à la base de toute cette richesse distribuée à tous ces parasites, il y a l'exploitation et la souffrance des ouvriers de cette mine.

DES TRAVAILLEURS EN LUTTE POUR L'EMBAUCHE

Sinaplast est une entreprise de plastique située dans la zone industrielle de Yopougon. Depuis plusieurs années les travailleurs réclament d'être embauchés. En effet, nombre d'entre eux ont plus de 10 ans d'ancienneté tout en étant régis sous le statut de journaliers. Cette entreprise est connue pour ses conditions de travail difficiles. Il n'y a pas de matériel de protection, alors que les ouvriers sont exposés à des produits chimiques souvent très toxiques. Ils n'ont même pas de couverture médicale. S'ajoute à cela le problème des bas salaires qui ne permettent pas de tenir le mois.

Récemment, des négociations ont été entreprises avec les patrons pour remettre sur le tapis le même problème d'embauches. Mais tant que ça ne restait que des négociations, le patron faisait la sourde oreille. Les travailleurs sont passés à la vitesse supérieure en déclenchant la grève. En réponse, la direction a fait venir des corps habillés pour les mater. Certains de leurs représentants ont même été renvoyés.

Le travail a repris le lendemain. Le patron croit avoir gagné la partie, mais aucun des problèmes posés n'a trouvé de solution. Les mêmes causes finiront tôt ou tard par produire les mêmes effets. Les travailleurs tireront nécessairement des leçons de cette grève !

LA BARBARIE DE L'EXCISION A ENCORE DE BEAUX JOURS !

À l'occasion de la «journée mondiale de luttes contre les mutilations génitales féminines », la ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Ramata Ly-Bakayoko a fait un discours à faire vomir.

Contre toute évidence elle affirme avoir recensé seulement «dix cas» de filles excisées au mois de janvier pour tout le territoire ivoirien. Mais rien que ce chiffre montre à quel point l'État continue de tolérer cette barbarie d'un autre temps.

Cette ministre nous apprend qu'une enquête réalisée en 2016 indiquait que plus de 36% des femmes avaient subi une mutilation génitale dans ce pays, dont jusqu'à 75% des femmes au Nord et 62% à l'Ouest. Ce qui ne l'a même pas empêché de remercier «*les leaders communautaires et les guides religieux*» eux qui, soi-disant «*œuvrent avec abnégation en vue d'éliminer toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, et en particulier les mutilations génitales féminines*». Quel cinéma ! Elle manque de courage politique pour combattre ce fléau.

Après de telles paroles, on peut deviner que cette politicienne cherche tout simplement des appuis auprès de ces notables rétrogrades pour être élue aux législatives. Son poste de ministre étant en jeu, les pauvres filles qu'on excise pèsent peu à côté du strapontin qu'elle veut garder.

LES PETITS PLANTEURS DE CACAO ET LES OUVRIERS SONT LAISSÉS-POUR-COMPTE

Comme on le dit dans les rues d'Abidjan, les planteurs de cacao sont «*dans pain actuellement*». La filière est bloquée. Les fèves de cacao s'amoncellent dans les zones de production et de stockages, et les acheteurs se font rares.

Le 15 février 2021, une rencontre des planteurs de l'Indénié-Djuablin s'est tenue à la salle des fêtes de l'Hôtel de ville d'Abengourou. L'ordre du jour portait essentiellement sur la mévente du cacao et cette réunion a drainé du monde venu de

toutes les contrées de l'Est de la Côte d'Ivoire. Selon le président des coopératives de cacao de cette région : «*C'est la désolation extrême dans les villages où la pauvreté gagne du terrain. Les producteurs ne savent plus à quel saint se vouer et ont du mal à retourner dans leurs plantations de peur de retrouver leurs manœuvres ivres de colère qui attendent d'être payés*».

À l'ouest du pays le spectacle n'est pas diffèrent. À Kragui, village cacaoyer de l'ouest ivoirien, les fèves brunes s'amoncellent et il n'y a même plus assez de sacs de jute pour les stocker. Un cacaoculteur exprime son désespoir : « Le cacao dort ici, ça veut dire que personne ne l'achète. Je ne gagne rien. Je peux tenir encore deux mois mais après, je n'aurai plus rien pour l'école et les soins de mes quatre enfants ».

C'est ainsi dans la plupart des villages de planteurs de la région du sud-ouest ivoirien épicentre de la production du premier producteur mondial « d'or brun ». Le cacao sèche au soleil, au milieu des cours familiales ou dans les magasins de stockage. Depuis maintenant plusieurs semaines, la filière est bloquée et les premiers touchés sont justement ceux qui ne peuvent pas se permettre de rester des mois sans revenu.

Sacs de cacao destinés à l'exportation

En 2020 la Côte d'Ivoire a exporté plus de 2 millions de tonnes. 2021 s'annonce plus difficile. Avec les effets négatifs de la pandémie du covid 19 qui se font sentir davantage, les commandes internationales ont baissé. Mais la crise sanitaire n'est pas la seule cause de la paralysie qui affecte le cacao. La Côte d'Ivoire et le Ghana s'étaient associés pour forcer les multinationales du chocolat à payer leurs fèves plus cher. Les deux pays ont instauré en 2020 un «*différentiel de revenu décent*» (DRD) de 200 Fcfa le kg. Cela devait permettre d'améliorer un peu la condition de vie des cacaoculteurs qui ne gagnent en moyenne que 6 % du prix d'une tablette de chocolat. Plus de la moitié d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté.

Alassane Ouattara avait annoncé en octobre 2020, un mois avant l'élection présidentielle, une hausse du prix du cacao payé aux planteurs, de 825 à 1 000 francs CFA le kilo, mais ce n'était qu'une annonce électorale.

Dès novembre, les deux majors mondiaux du chocolat (Hershey et Mars) ont contourné le circuit habituel pour acheter leur cacao sans payer le différentiel de revenu. Officiellement, le différend entre ces chocolatiers et les deux pays producteurs de cacao se serait depuis aplani, mais le compte n'y est toujours pas pour les petits producteurs qui ont du mal à vendre leurs produits à un tarif leur permettant de s'en sortir.

Cela rappelle la période de 1987-1988, quand Félix Houphouët-Boigny avait bloqué les exportations de ce produit pour tenter de faire remonter les cours. Après avoir stocké pendant 16 mois des centaines de milliers de tonnes de fèves, le président ivoirien s'était finalement résolu à les céder à prix cassé.

Ni l'État ivoirien, ni l'État ghanéen, ensemble ou séparément, n'arrivent à influer sur les cours du cacao, même si ensemble ils produisent les deux tiers de la production mondiale. Ce qui montre à quel point ils pèsent peu face à la puissance des multinationales qui ont la mainmise sur la filière. Ce sont elles qui imposent leur volonté aux dirigeants de ces deux pays producteurs. Même si parfois ces derniers

font mine de s'en indigner, il n'en demeure pas moins qu'ils font aussi partie de ceux qui s'enrichissent de l'exportation de cet «or brun».

La campagne présidentielle est terminée et les gens du pouvoir considèrent sans doute qu'ils ont d'autres chats à fouetter. Quant aux petits paysans et aux ouvriers qui sont à la base de la production, ils sont les laissés-pour-compte.

Madagascar

LE PERSONNEL DE SANTÉ CONFRONTÉ À L'INTRANSIGEANCE DES DIRIGEANTS

Depuis le 8 février près de 7500 salariés de la santé sont en grève dans le pays. Il s'agit des infirmiers, des sages-femmes, mais aussi des techniciens de laboratoires et des paramédicaux, tous réquisitionnés par l'État depuis le début de la pandémie de Covid-19. Ces travailleurs ont dû œuvrer d'arrache pied et donner le maximum d'eux-mêmes pour sauver des vies humaines ou freiner la montée fulgurante de cette grave maladie infectieuse.

On ne peut pas en dire autant de ceux qui sont à la tête du pays. Pendant longtemps ils ont fait croire, contre toute évidence, qu'il suffisait d'absorber le breuvage que l'industrie pharmaceutique locale a concocté à base de plantes médicinales, pour venir à bout de cette maladie. Les grands bénéficiaires de ce mensonge étaient les propriétaires de l'industrie pharmaceutique du pays car ils se sont servis de cette contre-vérité pour faire des affaires. Les patrons de toutes les usines du pays en ont profité eux-aussi en usant de ce prétexte pour ne tolérer aucun absentéisme dans les usines.

D'autre part, les hôpitaux et les structures de santé sont victimes des pénuries de toutes sortes, consécutives aux restrictions budgétaires imposées par le gouvernement actuel, dans la continuité des précédents. Ils ne sont presque plus en mesure de recruter les étudiants sortant des écoles. On peut dire que les pouvoirs publics se moquent non seulement de la santé de la population pauvre, mais aussi des conditions de vie et de travail du personnel médical et paramédical.

À l'heure où nous écrivons, les travailleurs de ces secteurs continuent courageusement leur grève. Ce mouvement bénéficie de l'approbation de la population pauvre. Jusque-là le gouvernement ne lâche rien sur le fond, il cherche seulement à gagner du temps en espérant que les grévistes s'épuisent et se démobilisent. La présidence et le ministère de la santé se renvoient la balle en laissant les chefs de cabinets et autres sous-fifres répondre que la satisfaction des besoins de ces personnes relève d'une autorité plutôt que de l'autre. Les promesses d'accorder des primes de réquisition ainsi que des primes d'éloignement ne sont pas contredites mais dans les faits, à part quelques chefs de services, peu de personnes les ont effectivement perçues.

Précisons que certains salariés affectés en brousse dans les CSB (centres de santé de base) sont depuis plusieurs années en situation d'éloignement. Ils ne réussissent à s'en sortir que grâce à l'aide de la population et des municipalités.

Actuellement, nombreux sont ceux qui ne sont pas prêts à accepter de reprendre le travail sur la base des promesses des autorités centrales et ils ont bien raison car celles-ci n'ont jamais cessé de mentir aux travailleurs. La lutte continue!

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.